

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

la crise de l'armée

éditorial par bertrand renouvin

Poing levé, deux cents appelés ont défilé mardi dernier dans les rues de Draguignan. Certains s'indignent et beaucoup s'inquiètent d'une manifestation que personne ne peut considérer comme un simple incident. Ainsi M. Soufflet, ministre (en sursis ?) des Armées qui, dénonçant l'action d'une poignée d'agitateurs, a annoncé des sanctions avant de prononcer une vague homélie. A-t-il pour autant circonscrit le problème et résolu la question ?

Sans doute faut-il voir dans les événements de Draguignan le résultat d'une campagne organisée, avec l'appui d'un grand hebdomadaire du lundi, par des groupes d'extrême-gauche. Mais suffit-il d'engager des poursuites et d'opérer des arrestations ? Les partisans de l'ordre for-

mel ne manqueraient pas d'y voir la seule réponse possible à l'autorité bafouée et aux atteintes portées au moral de l'armée. Comme si la sanction pure et simple ne risquait pas de provoquer une contagion générale. Comme si les événements des dernières semaines, depuis « l'appel des cent » pouvaient être exclusivement attribués à quelques antimilitaristes.

Car le problème est latent depuis plusieurs années, et le malaise général au sein du contingent. Les gauchistes n'auraient trouvé aucun écho si le terrain n'avait été favorable, si l'esprit des appelés n'avait été préparé à recevoir leur propagande. Comme toujours, ces agitateurs ont été les révélateurs d'une crise réelle et profonde.

Quelle crise ? On évoque l'ennui, et

nul ne doute que beaucoup le ressentent. On parle — non sans raison parfois — de mépris, de soldats considérés comme des objets, des souffre-douleurs ou, au mieux, comme des enfants. Le tout se résumant en un « à quoi bon ? » qui fonde ou prétend fonder le refus global du Service national.

« A quoi bon » la discipline, en ces temps de « libération » ?

« A quoi bon » le sacrifice de douze mois de service si la défense est assurée par des moyens mille fois plus efficaces ?

« A quoi bon » l'armée, puisque la nation n'est plus menacée ?

« A quoi bon » la nation, puisqu'on la dit dépassée ?

(suite p. 3)

revue de la presse

LE SPECTACLE GISCARD

La grande liturgie giscardienne du changement a trouvé au moins un hebdo « bon public ». Il s'agit du *Point*. Créé pour soutenir les ambitions présidentielles de Chaban, il a opéré après la débâcle U.D.R. du 5 mai, une stupéfiante reconversion dans les eaux de la droite moderniste. C'est juré ! La France doit vivre à l'heure de la méritocratie et des « têtes d'œuf » aérodynamiques. Et le journal du groupe Hachette de proposer à l'admiration du bon peuple « Les cent premiers Français de demain » dont 44 politiques et 24 managers de l'économie.

Parmi ces derniers, quinze énarques et treize polytechniciens. Si l'on ajoute quelques brillants sujets issus de la Cour des Comptes et de l'inspection des Finances, on voit que la France du *Point* est celle des bêtes à concours.

Dans le même numéro, Georges Suffert s'extasie sur Giscard qui « annonce et tente de faire apparaître un monde nouveau. Celui qui se dessinait confusément derrière le délire verbal de Mai 68. A la révolution des mots, VGE répond par le Gouvernement de la parole ». Seule peur de Suffert : que les audaces de Giscard, à force de « clinquant », n'effraient la province.

Mais derrière le clinquant, qu'y a-t-il au juste ? Beaucoup de lourdeur, peu d'imagination et pas du tout d'intuition, répond Bertrand Fessard de Foucault dans un article féroce du *Monde* (11 septembre) : « Valéry Giscard d'Estaing, depuis qu'il est élu, a déjà montré que ses instruments d'analyse sont défectueux et, plus encore, qu'il se trompe sur les sujets auxquels les appliquer. Les instruments — nous l'avons déjà dit — sont trop formels. Les défauts de notre administration sont maintenant projetés au plan gouvernemental, et, puisque le président gouverne, au plan présidentiel. Les questions sont traitées par écrit et par dossier, donc par références et par précédents en fonction desquels seulement on tranche. Guère de place pour le détail vivant, guère de moyen de deviner ce qui ne figure pas dans le dossier. Il n'est que de voir les réactions des intéressés aux différents plans agricole, financier, concernant l'environnement ou l'université, pour se rendre compte que, au-delà même de la bonne volonté éventuelle des auteurs, manque l'information concrète et, sur le terrain qui se mûrit, qui, se demande, qui se concerte.

Très saint-simonien, M. Giscard rêve de substituer l'administration des choses au gouvernement des hommes. Le souci politique de l'ensemble de la communauté nationale fait place à la volonté de manipuler les citoyens, par le biais de techniques masquées par un spectacle.

Bref, il s'agit de moderniser et de rendre plus efficient le système que combattait Mai 68.

Dès lors de nouvelles secousses sont à redouter, nous prévient Fessard de Foucault : « Cette révolution qui fait du sentiment plus que de l'intérêt le moteur des révoltes de notre temps rend multiples et imprévisibles les risques d'explosion et les conflits. Elle enlève aussi toute rationalité apparente et toute limite à ces révoltes. En vain a-t-on scellé lourdement les barils universitaires et sociaux de 1968 ; la poudre est maintenant ailleurs : autonomistes, prisonniers, commerçants, paysans, dont on aurait tort de ne faire que des « catégories » suivant le discours présidentiel, ont en commun cet état de ne plus croire qu'à la violence. Ce qui est bien le contraire de la foi que l'Elysée voudrait leur inculquer. »

La foi que M. Giscard voudrait communiquer aux Français est à base de prestidigitation et

de méthode Coué : Français, croyez que vous êtes heureux et vous le deviendrez. Regardez votre Président agir — ou faire semblant d'agir — pour vous et vous aurez l'illusion d'être artisans de votre destin.

C'est une démarche radicalement opposée que doit adopter l'homme politique, poursuit Fessard de Foucault : « La cure de ces exaspérations, de ces idéaux et aussi — reconnaissons-le — de ces égoïsmes, est la tâche du politique d'aujourd'hui. La vraie. Apparemment, c'est un combat dispersé que mènent les divers protestataires et les Pouvoirs publics, qui les répriment ou qui leur cèdent à contretemps. En réalité, le nœud qui les lie est la naissance d'une nouvelle condition humaine. Toutes ces soifs de liberté individuelle, de dignité personnelle, qui se battent contre des hiérarchies installées, c'est au pouvoir politique de les reconnaître, de les aider et même parfois de contribuer à leur naissance et à leur expression. »

Encore faudrait-il que ce pouvoir ne soit pas intimement lié à une caste dont l'égoïsme et la volonté de puissance sont sans limite. Il faudrait également que le souci électoral ne le renforce pas dans sa tendance à « vendre » sa politique avec les méthodes publicitaires utilisées par les marques de lessive — donc à mettre en condition les Français — sans se soucier de leurs problèmes. Nous sommes loin du compte !

TAIZE

Il y a beaucoup à dire et à méditer sur le « concile des jeunes » qui s'est tenu à Taizé : spiritualité douceâtre, humanitarisme aussi vague que généreux, naïveté désarmante (après des mois de discussion les participants ont découvert qu'il y avait des oppresseurs et des opprimés !)

Tout ceci ne justifie pas le papier rédigé par Patrice de Plunkett dans *Valeurs Actuelles*. Rien n'y manque des fantasmes de *Nouvelle Ecole*.

L'appel à l'auto-défense de l'homme blanc face à un mouvement qui fait la part trop belle au tiers monde, tout d'abord : « Etrange office, rythmé par le grondement du gong chinois, le frémissement des cymbales, le cliquetis de la musique concrète. Dans une atmosphère de culte tibétain, des « messagers du peuple de Dieu » s'étaient succédé aux micros pour vitupérer l'impérialisme occidental. En bengali, en ouolof, en arabe, en anglais.

« Après un fedayin palestinien et une squaw nattée, le dernier mot était revenu à une étudiante zimbabwé : « Elle témoigne du racisme rhodésien, ce mal que tout homme porte en lui-même, avait annoncé le présentateur. »

L'insinuation selon laquelle le spiritualisme chrétien constitue une « métaphysique déréalisante » qui affaiblit l'individu, ensuite : « Dans une lettre à sa famille, un étudiant de dix-neuf ans écrivait après les fêtes de Pâques 1974 : « Chaque fois que je m'arrache à Taizé, il me faut un mois entier pour me réhabituer à la dureté du monde. » Le climat messianique entretenu sur la colline désarme ses fidèles. »

Il est évident qu'un rédacteur de *Nouvelle Ecole* et de *Valeurs actuelles* zéloteur d'un capitalisme guerrier au service d'une nouvelle race des seigneurs n'admet comme religion que celle du grand Inquisiteur de Dostoïevski, destinée à renforcer la bonne conscience des « élites ». Comme nous sommes loin du Christ de la déréliction !

Arnaud FABRE

GISCARD A LYON

« Giscaravane » titre le *Quotidien de Paris* en parlant du déplacement du conseil des ministres à Lyon. Reconnaissons que l'opération est un des plus beaux coups d'esbrouffe du chef de l'Etat qui n'en est pourtant pas à son premier essai. Le nouveau Président a choisi de « décentraliser » pour vingt-quatre heures son gouvernement dans la ville qui fait figure de « leader » de la province. C'est à Lyon déjà que Charles de Gaulle annonça le 24 mai 1968 son désir de rompre avec « l'effort multiséculaire de centralisation ».

Mais M. Giscard à Lyon n'a annoncé aucune mesure en matière de régionalisation, pas même son désir d'user des possibilités évolutives de la loi du 5 juillet 1972. Un tel silence surprend de la part d'un homme si enclin à afficher bruyamment son désir de réformes tous azimuts.

En matière d'urbanisme parisien par ailleurs les décisions du Président de la République, même si par hasard elles correspondent aux intérêts des Parisiens comme dans l'affaire des Halles, ont consacré l'effacement du Conseil de Paris. Qu'il faille dans une certaine mesure imposer l'arrêt autoritaire de la croissance parisienne (1) malgré les élus de la capitale, c'est certain. Il aurait été bon en revanche que cet aspect autoritaire soit contrebalancé par la volonté d'associer les provinciaux à la renaissance de leur région. Ce n'est pas le cas. Et dans le même temps la généralisation de la Sécurité sociale non assortie d'un transfert de sa gestion aux régions et aux professions, souligne le net désir du Président de transformer les Français en enfants assistés.

A.-F. R.

(1) Mais Giscard le veut-il ? L'homme lorsqu'il était ministre des Finances cautionna le projet d'extension de la cité financière. Ses décisions récentes semblent surtout dictées par un souci d'effectuer des économies dans le court terme.

requiem

Un monarchiste français a au moins deux bonnes raisons de se réjouir de la chute de M. Nixon.

Tout d'abord, il n'est pas mauvais pour notre pays que s'éloigne de la scène politique mondiale un homme dont les talents de joueur et de tricheur ont été de précieux atouts au service de la volonté de puissance américaine. Sans doute M. Kissinger, l'homme de la « Realpolitik » reste-t-il en place. Du moins peut-on espérer que son efficacité sera réduite par l'arrivée à la Maison Blanche d'un homme timoré et peu au fait des problèmes internationaux. Cette situation nouvelle donne une chance supplémentaire à M. Giscard d'Estaing de poursuivre la politique d'indépendance nationale esquissée par Charles de Gaulle et Georges Pompidou. Le voudra-t-il ? Ceci est une autre histoire.

Mais surtout, l'affaire du Watergate et ses conséquences constituent une magistrale démythification du « modèle américain ». Nos démocraties parlementaires européennes minées par une instabilité congénitale ont vu dans le présidentisme à l'américaine le remède miracle qui les guérirait de tous leurs maux. Une personnalisation du pouvoir en la personne d'un président doté de prérogatives considérables

éditorial (suite)

Ni les menaces, ni les promesses, ni les mini-réformes annoncées par M. Soufflet n'empêcheront ces interrogations, qui sont fondamentales et parfaitement logiques : quand l'autorité n'est plus capable de témoigner du sens, quand elle ne peut plus trouver qu'en elle-même sa propre justification, elle devient formelle, et partant contestable. **Quand l'armée n'est plus capable d'expliquer sa mission**, aujourd'hui comme pour l'avenir, dans un pays « privé » d'ennemi héréditaire et d'une menace soviétique toujours plus hypothétique, quand elle n'est plus capable de démontrer le rôle du contingent dans le cadre d'un système de dissuasion nucléaire, il n'est pas étonnant que le « Service » paraisse inutile à la plupart. Quand le chef de l'Etat annonce « l'Europe politique » et **quand le doute plane sur sa volonté d'indépendance militaire**, on comprend que la mission générale de l'armée soit mise en doute. Telles sont les conséquences du flou des intentions, et du spectacle qui tient lieu de politique.

ARMEE DE METIER OU MOBILISATION DES CITOYENS ?

Mais que faire ? La solution la plus simple — et la plus démagogique — serait de remplacer le Service national par **une armée de métier**. On sait que **cette solu-**

tion peut se révéler politiquement catastrophique, faisant toujours peser sur l'Etat la menace du « pronunciamiento » d'un quelconque Pinochet. Sans oublier qu'une armée de sûrs techniciens ne peut assurer à elle seule la défense de la nation. Nous disposons bien sûr d'armements nucléaires dont le caractère irremplaçable est de moins en moins contesté. Mais outre la nécessité de la protection des centres de tir, son caractère dissuasif serait considérablement affaibli **dès lors que la nation tout entière ne serait pas animée d'un esprit de défense**. Mao le sait bien, qui a préparé son peuple aux combats succédant à l'échange nucléaire. Et Kennedy, lors de la crise de Cuba, a vu sa « crédibilité » renforcée par le soutien d'une nation unanime. Enfin, une histoire récente montre que tout pays peut être exposé à un affrontement limité, engageant des hommes disposant d'un matériel classique. Dans le cas de la France, le danger paraît pour l'instant illusoire. Mais qui peut prévoir la situation dans dix ou dans trente ans ? Et qui peut nier qu'il faille dès maintenant se préparer à toutes les éventualités ?

La mobilisation des citoyens doit donc être maintenue. Mais en évitant que la conception même du service militaire soit génératrice **d'ennui**, et de ces **absurdités**

qui suscitent spontanément l'antimilitarisme. C'est une question de technique, qui pourrait s'inspirer de l'exemple suisse : les citoyens seraient mobilisés pour de courtes périodes dans le cadre habituel de leur commune et de leur région, apprenant ainsi à défendre des réalités immédiatement sensibles (1). C'est aussi une question politique tant il est vrai qu'il ne peut y avoir de défense véritable **si l'Etat semble prêt à l'abdication** et si les nationaux ne sont pas convaincus du **caractère irremplaçable de leur nation** et de l'utilité des sacrifices qu'ils doivent consentir pour sa défense. Mais cette conviction n'existera pas tant que la nation sera perçue de façon abstraite, ou confondue avec un Etat répressif.

Il ne semble pas que le « changement » giscardien aille jusqu'à ce bouleversement du système de la conscription et permette la renaissance de l'esprit de défense. L'un et l'autre sont pourtant indispensables si l'on veut conjurer le malaise et rassembler la nation.

Bertrand RENOUVIN

(1) Il va sans dire que ces quelques remarques ne prétendent pas épuiser la question du service militaire, qui sera prochainement examinée dans le cadre d'une étude plus approfondie.

pour un président

semblait aux Français des années cinquante la panacée. Cet engouement explique le large assentiment rencontré dans l'opinion par les institutions de la V^e République. Et depuis 1958 la tentation du présidentielisme n'a cessé de devenir de plus en plus forte. Lorsque M. Pompidou était installé à l'Elysée, son cabinet intervenait bien au-delà de la sphère du domaine réservé définie par Charles de Gaulle et réduisait le gouvernement à un rôle de figuration. Cette évolution s'est confirmée avec l'élection de M. Giscard d'Estaing qui s'engage personnellement dans tous les domaines de la vie politique et dont les conseillers éclipsent les ministres. Ainsi la France, tout comme les U.S.A. est-elle gouvernée par un brain-trust d'autant plus efficace qu'il est discret.

Et voici que la crise qui vient se dénouer outre-Atlantique nous rappelle que tous ces artifices ingénieux ne suffisent pas à donner une légitimité à l'Etat. M. Nixon a donné au monde le spectacle d'un chef maffioso qui utilisait le pouvoir pour le mettre au service des intérêts d'un clan. Et pour cause ! Dans un régime fondé sur le spectacle, dans lequel la victoire appartient à celui qui sait le mieux utiliser les médias et manipuler l'opinion, la politique perd ses caractères les plus nobles.

Elle n'est plus un souci qui pousse les gouvernants à rechercher les lois du bien commun et à les appliquer à la communauté dont ils ont la charge. Elle n'est plus qu'une technique de conditionnement des masses mise au service du plus cynique. Dès lors la dégradation des mœurs politiques est inéluctable et tous les coups sont bons. A la limite le coup bas devient un art que l'on pratique par plaisir.

On objectera que ces pratiques d'Al Capone ne sont pas exportables de ce côté-ci de l'Atlantique et que le Watergate ne saurait servir à discréditer la démocratie française. Voire ! Sans doute M. Giscard d'Estaing ne songe-t-il pas à employer des procédés aussi grossiers que M. Nixon. Il n'en reste pas moins que son pouvoir s'appuie lui aussi sur une caste très fermée et farouchement attachée à ses intérêts, que l'enarchie absolue giscardienne a un goût prononcé du spectacle afin de mieux manipuler l'électorat, qu'elle ne recule pas le cas échéant devant l'utilisation du pouvoir à des fins partisans. Que penser par exemple de la façon dont le candidat Giscard a utilisé les services du ministère des finances pour imposer un contrôle fiscal à M. Mitterrand et lui faire perdre deux précieuses journées en pleine campagne électorale ?

Nous ne savons comment les Américains sortiront de la crise constitutionnelle ouverte par le Watergate et ce n'est pas notre affaire. Il nous faudrait en revanche méditer sur les moyens que, nous Français, avons d'éviter que la démocratie du spectacle ne tourne à la mise en condition éhontée d'une opinion par des groupes rivaux et également dépourvus de scrupules. Une telle œuvre de restauration de l'Etat est éminemment monarchique. Une dynastie enracinée dans la durée, dont le destin familial se confond avec celui de la nation est forcément amenée à incarner les préoccupations de la communauté nationale. De plus, l'ambition même lorsqu'elle existe chez un roi peut se mettre au service du bien commun.

Alors que les actes d'un président retombent le plus souvent sur des successeurs qui lui sont étrangers, un roi paiera ses fautes dans sa personne ou dans celle de ses enfants. Dès lors il est contraint, vaille que vaille, à avoir le souci du bien national et finalement à moins mépriser la sensibilité d'un pays que ne le fait le chef d'une démocratie formelle et représentative comme celle que nous connaissons.

Paul MAISONBLANCHE

La N.A.F. est dans sa quatrième année. Notre hebdomadaire a conquis sa place dans la presse politique. Notre mouvement est implanté, à Paris et dans les provinces. Le **Projet Royaliste** de Bertrand Renouvin est un succès de librairie, et la grande presse lui a réservé un large accueil. Gérard Leclerc vient d'éditer **Un autre Maurras**, dont le retentissement s'annonce considérable.

La campagne de Bertrand Renouvin pour les élections présidentielles a permis, pour la première fois dans l'histoire, la diffusion dans tous les foyers français des grands thèmes royalistes : l'abondant courrier montre avec quel intérêt ils ont été reçus.

Le moment est donc venu de déboucher...

Car l'Etat, avec M. Valéry Giscard, détruit les fondements mêmes de la civilisation, en se préparant à légaliser l'avortement, avant sans doute l'euthanasie, puis le droit de tuer les vieillards inutiles, et surtout les handicapés afin de « sélectionner l'espèce », traitant l'homme comme on traite les chevaux dans les haras,

Le même Etat, au service du grand capitalisme international, se prépare à dissoudre la France dans quelque « supranationalité des trusts », et renforce en attendant la bureaucratie dévorante, qui achève de faire des Français des robots sans personnalité ni responsabilité.

Et chacun sait que « l'Union de la Gauche » n'est pas une solution de rechange aux jongleries giscardiennes : elle appartient au même système.

C'est le système qu'il faut briser. C'est, dans le respect des valeurs françaises, la civilisation communautaire à la mesure de notre temps qu'il faut instaurer, avec la nécessaire médiation monarchique.

Notre devoir est donc clair.

Il ne sert à rien de clamer que « notre force est d'avoir raison », si nous ne créons pas au plus vite la force qui permettra d'imposer la solution de raison.

Les moyens de créer cette force sont constitués.

Le départ doit être maintenant pris pour la royalisation systématique de l'opinion.

Le Comité Directeur a décidé de confier à Georges Bernard la direction de la propagande, et à Michel Giraud et Arnaud Fabre la direction de l'Ecole de Cadres et de la formation des militants.

Une vaste campagne de recrutement et de formation est entreprise dès cette rentrée. Nos amis recevront de Georges Bernard et de ses services toutes instructions utiles : ils devront s'y conformer strictement, et se considérer comme mobilisés en permanence pendant tout le trimestre qui vient.

Le salut dépend du succès de l'opération.

Son temps fort sera marqué par un congrès rassemblement, qui se tiendra en décembre dans la région parisienne.

Que chacun se mette au travail dès les premières consignes reçues. Qu'il s'y mette de toutes ses forces :

La NAF compte sur ses militants.

Yves LEMAIGNEN
Président
du Comité Directeur

● Comme chaque année, à la mi-septembre, les cadres de notre mouvement se sont réunis dans notre maison de la rue des Aubiers, au cœur de la Bretagne. Ils y ont fait le point et élaboré les campagnes et objectifs d'année. Nous en donnons dans ces pages un résumé succinct.

Après l'exposé d'Yvan Aumont sur la situation administrative et financière de la NAF, Bertrand Renouvin brosse un tableau de la situation politique actuelle. Après avoir rappelé les principales caractéristiques du « système Giscard », le directeur d'Arsenal insiste sur le flou des intentions en matière d'indépendance nationale : les récentes déclarations du Président de la République permettent d'appréhender des abandons de souveraineté politique dans un cadre « européen » — à moins qu'il ne s'agisse là encore que de déclarations spectaculaires et sans lendemain — tandis que des bruits alarmants continuent de circuler concernant une réintégration progressive de la France dans le système militaire de l'O.T.A.N. Enfin, au niveau de la société française, on observe une permanence de la « contestation », qu'il s'agisse de l'armée (voir l'éditorial) ou de la gestion régionale, cette dernière risquant, en Corse en particulier, de susciter la révolte violente d'une population exaspérée par le centralisme jacobin.

Face à cette situation incertaine, les forces politiques connaissent actuellement de profondes transformations. Les orphelins du gaullisme ou du pompidolisme s'interrogent et se cherchent, sans qu'on puisse dire quel sera l'avenir de cette famille politique, menacée de « récupération », ou de réduction à l'état de chapelle. La gauche réformatrice déroutée par certains aspects du giscardisme et les syndicats manœuvrent sur un terrain difficile, semblent choisir pour l'ins-

tant une attitude prudente. Le parti communiste enfin est l'objet de profondes transformations, dues à l'afflux massif de nouveaux militants qui achèveront la transformation en profondeur entreprise après de longues années. De parti révolutionnaire et internationaliste, il devient exclusivement le défenseur de certaines catégories sociales et s'affirme comme le héraut de l'indépendance nationale. Contre-société bureaucratique et jacobisme, sa fonction « tribunicienne » l'emporte sur la tradition léniniste, et son légalisme réformiste a balayé les rêves du « grand soir ».

Mais, de gauche ou de droite, les partis se révèlent incapables de proposer des solutions réelles à la crise latente des institutions et à celle de la société, tandis que personne ne semble véritablement soucieux de définir et de développer un projet diplomatique cohérent. La NAF se doit de poser, comme par le passé, les questions fondamentales dont dépend l'avenir de la nation. Ceci sans esprit de sectarisme, mais en se situant au-delà des fausses alternatives qui risquent d'aggraver les divisions entre Français, contre les conséquences criminelles du « libéralisme » giscardien (l'avortement en particulier), contre le faux dilemme du jacobisme et du séparatisme, contre l'illusion supranationale. Elle doit, par ses campagnes, préparer la révolution royaliste qui restaurera l'Etat dans son indépendance, l'homme dans sa dignité et la nation dans sa liberté.

perspectives

Directeur national, de la propagande, je voudrais en un premier contact exprimer à nos lecteurs comment j'envisage ma fonction et comment je demande à tous les militants d'agir pour que nous remplissions les objectifs que nous nous sommes donnés cette année.

Il s'agira avant tout de recruter dans la foulée de la campagne de Bertrand Renouvin sur le thème de la Révolution royaliste.

Cela requiert :

1) la constitution d'un mouvement à vocation révolutionnaire et donc d'un appareil solidement constitué ;

2) la dynamisation du mouvement grâce au développement d'une campagne de recrutement et de formation de militants jeunes.

Nous réussirons ces deux objectifs si nos cadres prennent conscience de la nécessité d'un processus de développement planifié avec ce que cela comporte de contraintes, de choix et donc de priorités.

Je demande donc à tous, un engagement radical de la base au sommet. Notre session de la rue des Aubiers est une première étape dans la voie d'une prise de conscience et d'un engagement auxquels tous doivent participer à travers tout le territoire national.

Georges BERNARD
directeur de la propagande

5 : objectifs

la formation militante

Depuis sa fondation, la N.A.F. s'est préoccupée — insuffisamment peut-être — des problèmes de la formation militante. Avant de proposer un enseignement doctrinal, il fallait retrouver notre identité perdue et réactualiser la pensée maurrassienne en fonction des mutations contemporaines de la société industrielle.

Les trois années écoulées ont été en grande partie employées à cela. Maintenant que ce travail d'élaboration est en partie terminé, il devient indispensable de continuer un effort de vulgarisation intelligente par l'ensemble de nos idées. Faute de quoi nous serions condamnés à rester un petit club fermé — aux idées peut-être originales — mais dont la diffusion serait limitée à un cénacle restreint aux initiés.

Cette vulgarisation doit se garder de deux défauts : tomber dans un schématisme réducteur et donc déformant ou ne pas tenir compte des différents niveaux de préoccupations chez les militants.

CERCLES ET SESSIONS D'ETUDES

Pour éviter ces deux travers, il est nécessaire de privilégier la démarche suivante : dans un premier temps les militants de la N.A.F. sont invités à s'intégrer dans des cellules. La nature de ces cellules peut être très variée : groupe de quartier, groupe professionnel, cellule de diffuseurs de la N.A.F.-hebdo, équipe lycéenne, etc. Mais toutes ces cellules devront avoir un point commun : la discussion politique. L'examen de la conjoncture française et étrangère occupant une partie de toutes leurs réunions.

Ainsi pourra se former une conscience politique dans le groupe. A partir de ce moment, le groupe peut déboucher sur un cercle d'études assez homogène qui approfondira l'ensemble ou tel point de notre « doctrine ». Nous pensons que les sessions de deux ou trois jours constituent aussi un instrument irremplaçable de formation et nous comptons organiser un service de « sessions à la demande ». Pour qu'un tel

système puisse fonctionner, il faut que les responsables d'unités nous indiquent plusieurs semaines à l'avance quels militants ils désirent y envoyer et les thèmes qu'ils désirent y voir traiter. Compte-tenu des limites numériques de l'équipe d'animation de ces sessions, nous serons évidemment obligés d'en limiter le nombre. C'est pourquoi nous demandons aux dirigeants des sections d'envoyer par priorité à ces sessions des éléments capables de devenir rapidement à leur tour des animateurs.

LES CAHIERS DE L'I.P.N.

La souplesse dans les programmes de formation n'empêche pas que les militants aient à titre indicatif un programme d'études. Ce sera l'objet des cahiers de l'I.P.N., fascicules ronéotés — vendus séparément, de trente à cinquante pages — à parution trimestrielle et dont le premier numéro sortira fin octobre. Ces cahiers « exploiteront » le fonds formé par les conférences du camp NAF 74 et les « mercredis de la NAF ». Ces mercredis parisiens deviennent hebdomadaires et comprendront deux cycles alternés chaque semaine : l'un tourné vers l'exposé d'ensemble de notre programme, l'autre à orientation plus philosophique. Les cahiers donneront aussi une **bibliographie critique**. Ils seront conçus pour permettre la formation individuelle aussi bien que l'étude en groupe.

Enfin les problèmes toujours délicats de terminologie et de définitions nécessitent la rédaction d'une sorte de « catéchisme NAF » auquel Gérard Leclerc va s'atteler. Il va sans dire que ce « catéchisme » ne saurait être qu'un point de départ. Il ne dispensera pas le militant d'un effort ultérieur d'approfondissement et de recherche qui devra se poursuivre durant toute une existence. Faute de quoi l'objectif de « conquête de l'intelligence » que nous nous sommes donné s'avérerait être une simple vue de l'esprit.

A. F. et M.G.

rassemblement royaliste 1974

Le Rassemblement royaliste qui se tiendra dans le dernier tiers du quatrième trimestre 1974, constituera un événement d'une importance considérable, sans précédent dans l'histoire de notre mouvement.

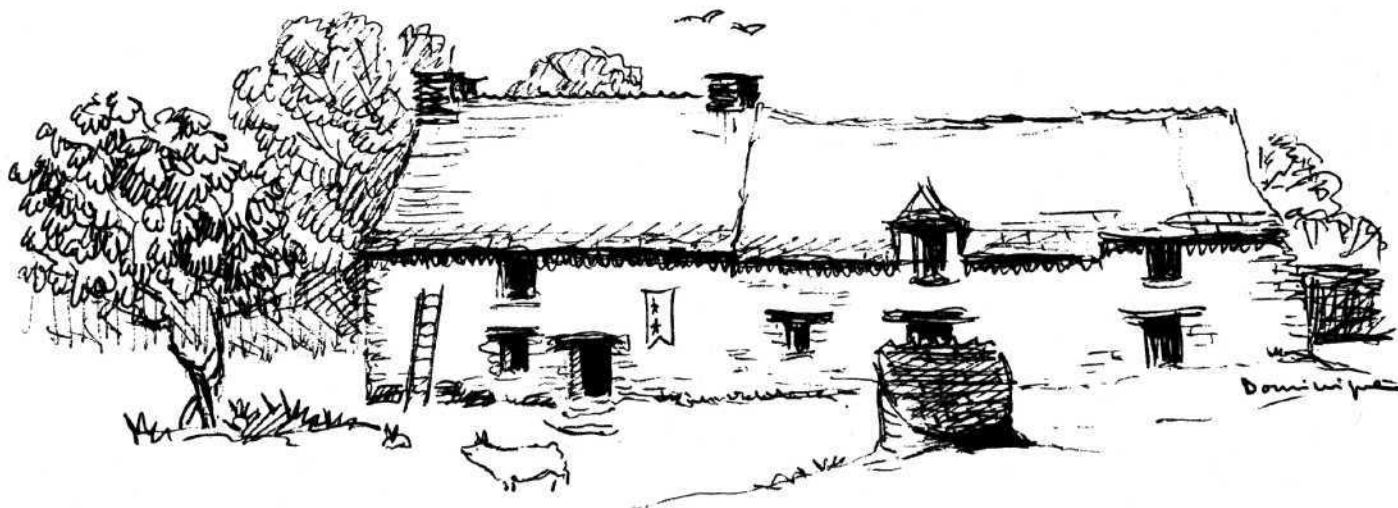
Sa préparation mobilisera toutes nos forces. Préparation matérielle évidemment, mais aussi intellectuelle car il constituera un carrefour de discussion exceptionnel. Chacun sera amené à participer dans le cadre de forum multiples où viendront également s'exprimer des personnalités amies, parfois même des adversaires.

Ce rassemblement s'étendra sur deux jours et sera ponctué d'événements importants dont nous réserverons la surprise à nos lecteurs durant les deux mois et demi que durera sa préparation.

Tout le monde y est, bien sûr, instamment invité, et chaque militant et sympathisant doit d'ores et déjà se considérer comme délégué pour sa réussite, faisant de la propagande pour y faire venir ses amis.

Chaque semaine, la naf-hebdo donnera de nouvelles consignes. Nous demandons à chacun de prendre le plus rapidement contact avec la direction du mouvement pour y recevoir sa tâche propre. Tous à l'ouvrage !

Il faut que ce rassemblement royaliste dans la foulée de la campagne de Bertrand Renouvin soit un très grand succès.



Vu par Dominique de Lafforest, un corps de bâtiment de notre maison des Aubiers, où Yolande de Prunelé a accueilli notre session de cadres. Notre camp de formation, dont nous rendrons compte la semaine prochaine, s'y est également tenu.

théâtre d'aujourd'hui, théâtre de demain

« Nous ne sommes pas libres. Et le ciel peut encore nous tomber sur la tête.
Et le théâtre est fait pour nous apprendre d'abord cela. »

Faire le point sur la situation du théâtre n'est pas chose simple. Car de nombreux facteurs entrent dans l'étude de cette situation : les bâtiments, les auteurs, les metteurs en scène, les comédiens, pour ne citer que les éléments principaux, fondamentaux même, de tout acte théâtral. Éléments à travers lesquels on peut observer des positions diverses et contradictoires qui reflètent bien l'état désordonné et anarchique du théâtre actuel.

Les bâtiments se partagent en deux familles principales : celles que j'ai baptisé dans un précédent article des noms de « théâtres-musées » d'une part, et de théâtres-prisons » de l'autre.

Les « théâtres-musées » : y demeurent les vestiges de formes appartenant à des époques révolues et en complet décalage avec notre temps, ses préoccupations, ses ambitions et ses espérances. Qu'il en survive encore longtemps, c'est possible, mais bien évidemment — quelque nostalgie qu'on puisse avoir de ces époques théâtrales, fussent-elles grandes — sans apporter le sang neuf dont a besoin le théâtre actuel pour se revivifier.

Les « théâtres-prisons » sont ces bâtiments conçus à partir de principes totalement opposés à ceux ayant présidé à la naissance des précédents. Ces principes, qui ont noms : « démythification », dépouillement, participation du spectateur, ont produit des lieux sans âme, sans poésie, desquels le mystère théâtral est impitoyablement banni. Des bâtiments faits sur mesures pour ce « théâtre intellectuel » que je ne cesserai de dénoncer, persuadé que l'avenir y est mort-né.

Au-delà de ces deux familles en existe une troisième, celle des lieux élus, plus ou moins consciemment, par ceux qui veulent échapper aux contraintes imposées par celles-ci : je dis plus ou moins consciemment, car la plupart, pour ne pas dire tous, cherchent à recréer, partielle-

ment tout au moins, les conditions de vie que subit le théâtre dans les « théâtres-musées » et les « théâtres-prisons ». Il faut noter ici un blocage des esprits qui empêche une libération totale du théâtre hors de conventions qui n'ont plus de raisons d'être puisqu'elles sont les murs contre lesquels viennent se buter les aspirations, les désirs du poète.

Ce dernier mot nous amène tout naturellement au problème de l'auteur. Celui-ci fut le parent pauvre de nos scènes, malgré quelques exceptions, pendant ces dernières décennies. La raison en est certainement que les grands créateurs se détournèrent du théâtre, si ce n'est quelques noms glorieux et que ce vide fut comblé par des animateurs qui donnèrent la primauté à la mise en scène : situation dont nous voyons les derniers jours malgré tout le talent de jeunes animateurs qui doivent, et devront de plus en plus, servir des œuvres poétiques afin de s'exprimer le plus complètement possible.

L'auteur, loin d'être chassé définitivement du théâtre, va y revenir en force, mais il faut observer un événement important : il revient, mais à une place différente de celle qu'il occupait naguère. C'est-à-dire qu'il est maintenant, non seulement créateur, mais l'élément inspirateur d'un acte créatif auquel participent tous les éléments de l'œuvre théâtral : régisseur et comédiens en première place. Et sa fonction est primordiale, puisque c'est lui qui apporte le souffle poétique, le rythme intérieur, sans lesquels l'œuvre n'est que démonstrative, éducatrice, autrement dit négative du théâtre.

Cette situation nouvelle de l'auteur fait qu'on ne peut plus le dissocier de ceux qui prolongent son acte poétique et en font un acte véritablement théâtral : le régisseur et le comédien. Et en tentant d'analyser cette trilogie créatrice, on aborde le problème crucial qui est celui de la forme théâtrale. Forme qui paraît pour le

moment être floue, tiraillée qu'elle est entre les habitudes du passé et les aspirations d'un avenir où nous n'osons pas encore pénétrer complètement. C'est oublier que l'artiste est un aventurier qui doit se risquer dans des régions inexplorées. Sinon, qui apportera à ce monde de conformismes et de recherche du confort ce supplément d'âme, ce dépassement du réel dont l'homme a tant besoin pour s'accomplir.

La forme théâtrale doit être non l'aboutissement de recherches intellectuelles, non le support de démonstrations politiques et sociales, mais l'expression privilégiée de l'univers poétique et sacré qui apportera à l'homme la redécouverte de son moi premier, de sa nature profonde. Pour parvenir à ce but, nous ne devons pas laisser subsister de barrières sécurisantes, mais posséder un esprit d'aventurier et de conquérant. Aussi, nous faut-il suivre avec attention les efforts de ceux qui s'engagent dans des voies nouvelles, les empruntant, non pas parce qu'elles tournent le dos au passé, mais parce qu'ils sentent, plus ou moins confusément, que ces voies déboucheront sur des formes d'expression porteuses d'un avenir riche et exaltant.

Je ne cite pas de noms bien que certains me viennent à l'esprit comme exemples types de ce que j'énonce. Mais je veux laisser au lecteur la faculté, dans un premier temps, de rechercher à l'aide de sa propre culture théâtrale des exemples imageant ces réflexions. Par contre, dans les prochains volets de cette quête du théâtre, je me propose de m'appuyer sur la réalité, c'est-à-dire les auteurs, les animateurs et les comédiens de notre temps afin d'y découvrir les signes certains d'un avenir passionnant qui est celui du théâtre présent.

Pierre LIMOUSI

IN MEMORIAM DARIUS MILHAUD

Rendre hommage à Darius Milhaud, c'est d'abord situer l'importance qu'il a eue dans le développement de la musique française.

Membre du « Groupe des Six », réplique du « Groupe des Cinq » russe, il en suivit non pas l'enseignement (il n'y en avait pas) mais procéda d'une certaine mentalité. L'inspirateur du groupe, Eric Satie, mort en 1925, avait appris à ses disciples à refuser systématiquement la facilité et le plagiat. Milhaud s'en tint strictement à ce principe.

Au-delà de tout sentiment, il faut voir quel fut l'apport du compositeur : si sa musique peut sembler classique au premier abord, notamment par ses thèmes mélodiques, elle est « révolutionnaire » dans ce qui a trait à l'harmonie. La caractéristique dominante de cette dernière est une utilisation massive de la dissonance par la superposition de deux modes (« Printemps », « Suite Provençale », etc.). Dans le domaine mélodique, il est le premier français à puiser dans le folklore de nos provinces, notamment dans celui de la Provence. On peut dire qu'il est le premier à avoir « décentralisé » la musique en France. Sa « Suite Provençale », basée uniquement sur des mélodies folkloriques, en est un bel exemple.

Révolution, Tradition, Décentralisation, telles sont les lignes-forces de l'œuvre de Milhaud. Renan disait qu'on ne pouvait être véritablement révolutionnaire qu'en se basant sur la tradition. Toute sa vie, Milhaud a fait sienne cette idée.

Marc DESAUBLIAUX

le théâtre et l'éphémère

À propos des quelques lignes consacrées par Gabriel Matzneff, dans ses Carnets des *Nouvelles Littéraires* (1), à l'aspect éphémère du théâtre, aspect qu'il déplore, je voudrais tenter de mettre en évidence le beau, précisément, de cette caractéristique de l'acte théâtral. Beau parce que non momifié, non conservé dans quelque musée, quelque bibliothèque ou quelque cinémathèque, comme le sont le tableau, le livre, ou le film, à quoi Gabriel Matzneff compare la représentation théâtrale. Au-delà de cette conservation de la matière, il y a l'esprit de l'œuvre que des générations de spectateurs se transmettent, formant ainsi une chaîne sacrée qui pour nous, Occidentaux, va des tragiques grecs à nos poètes contemporains. Et ceci grâce à ceux qui donnent vie à l'œuvre du poète. Cette vie, éphémère en apparence, est éternelle en réalité ; sans que cette éternité soit matérialisée. Le théâtre, qui est la représentation de l'invisible, exige de ceux qui veulent le servir un acte de foi, au-delà d'une pauvre conservation bien éphémère, elle, en regard de l'éternité.

Non ! Matzneff, ne soyez pas accablé par les mois de travail consentis par le régisseur et les comédiens, car ils font naître ainsi des forces spirituelles dont ils reçoivent le rayonnement de même que ceux qui viennent communier à leur acte.

Autrement dit, il n'est pas de commune mesure entre l'atelier du peintre, le cabinet de l'écrivain ou le plateau de cinéma, et la cathédrale qu'est, ou que devrait être le lieu théâtral. Et le merveilleux est que la cathédrale s'élève davantage chaque fois que quelques « fous » décident de donner vie à l'œuvre d'un poète.

Pierre LIMOUSI

(1) *Nouvelles Littéraires* du 8 juillet 1974.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Édité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

images d'adge

Tout a commencé un mercredi soir. C'est en effet avec vingt-quatre heures d'avance qu'arrivait Philippe, de Saint-Omer. Sa présence nous enlevait un poids. Venu du nord de la France en auto-stop ! Plus de mille kilomètres ! Donc tout était possible.

La succession des journées ne démentit jamais cette première promesse. De Nancy, Lille ou Strasbourg, de Caen, de Bretagne mais aussi de Bordeaux, de Nice, Albi ou Avignon, de Toulouse bien sûr, de Touraine (souveraine), de Grenoble et de Paris, les militants arrivaient. En quarante-huit heures, la NAF devenait autre chose que le journal. C'étaient des militants décidés, venus de toutes les régions de France !

Plus de soixante personnes sont passées au camp. Nous en espérons une trentaine ! Très vite le matériel fut insuffisant. Les tentes transformées en dortoir devenaient bedonnantes. La crise qui frappa très vite l'intendance fut enrayée par le génie de Dominique Le Breton et le camp s'organisa, non sans « coups de gueule » !

L'intégration dans le camping ne se fit pas sans difficultés, et si le fumet des sardines grillées sur les sarments d'Abel fit quelques jaloux, le rosé de Campagnan nous réconcilia bien vite avec quelques grincheux !

Ce devait être un camp de propagande. Ce le fut. Et même beaucoup plus. Soixante militants qui se retrouvent, traversant la France, sacrifiant dans certains cas la totalité de leurs vacances pour venir, sur les plages, sur les quais des ports, dans les villages, rencontrer des gens, entamer un débat politique. Cela n'est plus une expérience, un essai, c'est une leçon. A nous tous de nous en souvenir.

Marc VAN DE SANDE



« Ne pas bronzer idiot ? Ils en ont de bonnes, ces jeunes ! »

LES « PUNCH »

Non, pas les Schtroumpfs, les « Punch » en tee-shirts « Punch » des garçons et des filles de notre âge parcourent les plages du Languedoc en diffusant un journal appelé « Punch » qui parle de Jésus. Partout, ils annoncent qu'ils ont rencontré « Christ » et cherchent à communiquer l'enthousiasme qui est désormais le leur.

Il s'agit de quatre mouvements évangéliques regroupés sous le nom de « Punch » pour entreprendre une action missionnaire. Si ces jeunes gens proviennent essentiellement de milieux protestants, nombreux sont ceux qui n'appartenaient à aucune église. Par leur continuelle référence à la bible qu'ils portent, par la rigueur de leurs interprétations et leur désir de convaincre ils m'ont fait penser aux Mormons ou aux témoins de Jehovah.

Une veillée sur le bord de l'eau puis une soirée au camping auxquelles ils nous ont invités ont permis de dépasser un peu l'impression première. En présentant la NAF Gérard Leclerc rendit hommage à la foi des « Punch » et leur fit remarquer que les royalistes chrétiens partageaient la même espérance. Une espérance qui ne les dispense pas du combat politique en vue de l'édification de la Cité.

Les chants autour du feu montrèrent vite que le répertoire commun à la NAF et à Punch était assez réduit. La soirée au camping (chansons - guitare - pièce) manque pour le moins de « punch », et le comptoir de livres offerts au public n'attira guère que deux nafistes « ouverts au dialogue ». Les ouvrages présentés allaient des discours de Billy Graham à des bibles à l'usage des enfants. Dans l'ensemble (livres, action, langage), le style reste très américain.

Sans église, sans pasteurs ni sacrements, ces nouveaux apôtres sillonnent les rivages de Ninive armés d'une foi inébranlable que bien des catholiques pourraient leur envier.

Dominique de LAFFOREST

appel pressant

La semaine dernière nous faisons part à nos lecteurs des augmentations importantes des frais de fabrication. Nous aurons à y faire face. Les campagnes de rentrée et les projets nouveaux décidés lors de la session de cadres rendent encore plus nécessaire le succès de la souscription de rentrée que nous avons lancée il y a huit jours.

Il nous faut avant Noël 6 millions d'anciens francs, pour assurer le financement absolument nécessaire à nos activités. C'est donc un appel pressant à tous, que nous adressons aujourd'hui.

ONT DÉJÀ RÉPONDU A NOTRE APPEL :

GALLIERE 100 F - DOUTRELIGNE 10 F - H. SALUDEN 50 F - R. FOURNIER 430 F -

ISAMBERT 100 F - LANSSELLE 20 F - REUMAUX 45 F - BOUTON 15 F - SENCE 10 F - Cdt. BUFFET 45 F - HABELLION 40 F - MESTRALLET 55 F - GERLOTTO 25 F - COCHELIN 100 F - G. PIERRE 25 F - SAUTERAY 100 F - B. RICHEL 15 F - CAPRA 15 F - Dr MARMASSE 80 F - DALLE 10 - EN SOUVENIR DU GENERAL LEHR 1500 F - BREHAMET 40 F - BASTIT 10 F - ARNOULD 20 F - J.-F. ROUX 500 F - AMOSSE 300 F - MILLERON 150 F - MAUREL 250 F - DECHAUD 320 F - Un nouveau lecteur accroché par B. Renouvin 1500 F - WOLF 80 F.

Total de cette liste : 5 960 F.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1^{er}

la liberté selon giscard d'estaing

2 - dissocier le politique du totalitaire

● Après avoir étudié dans notre dernier numéro, l'imposture du libéralisme giscardien, Gérard Leclerc met en garde contre certaines réactions autoritaires qui se fourvoient dans le totalitarisme. Ainsi il tente de dégager le rôle du politique dont une mission essentielle est de protéger la liberté des personnes.

La fameuse formule d'Auguste Comte définissant la Réforme et ses suites par *la révolte de l'individu contre l'espèce* ne m'a toujours plu qu'à moitié. L'espèce humaine n'est pas n'importe quelle espèce, elle n'est pas faite d'individus, mais de personnes qui forment des communautés (1). Comme telle, elle résume bien — pourtant — la position défendue par les différentes écoles qui refusent le libéralisme, sa philosophie et les pratiques qu'il inspire. Comme telle également, elle est significative de l'ambiguïté de la réponse que ces mêmes écoles font à l'erreur dénoncée.

Ce qu'elle a de profondément vrai, nous le soulignons à propos de Giscard : la liberté-principe du libéralisme conduit au règne de l'individu tout puissant, à la volonté de puissance du *manager* manipulant les personnes comme des objets, à la liberté des médecins de la mort tuant les tout petits « non désirés », *in* ou *ex utero*. Ces réalités modernes font bien suite et s'originent à ce XIX^e siècle qui consacra la liberté de la bourgeoisie d'argent à bâtir sa colossale fortune sur des cimetières de femmes et d'enfants. Pour reprendre le langage d'Auguste Comte, l'individualisme forcené qui se cache sous le libéralisme constitue un défi à l'existence sociale, à cette réalité sous laquelle l'individu n'est rien puisqu'elle constitue l'être (le grand Etre) dont il reçoit la vie.

Pourtant, une erreur symétrique risque de naître de l'erreur égoïste. Ce ne peut être évidemment l'altruisme. C'est le totalitarisme qui se définira comme le système social qui se déduit du mépris absolu de la liberté des personnes. Le malheur a voulu qu'en réponse aux absurdités du XIX^e siècle se lèvent les grands totalitarismes du XX^e, communistes ou fascistes, athées ou cléricaux. En réponse, aujourd'hui, à la démagogie giscardienne dont l'arrière fond n'est d'ailleurs pas perçu, se dessinent ici et là des réactions inquiétantes qui renouent avec l'erreur totalitaire.

L'AMBIGUÏTÉ DU TRADITIONALISME

Une réaction avait précédé le fondateur du positivisme, au lendemain de la grande tourmente révolutionnaire, celle des traditionalistes : Bonald, de Maistre, mais aussi Chateaubriand et Lamennais. Ces grands écrivains pensaient aussi que le malheur était venu de l'individualisme. Ils en donnaient une interprétation plus précise : l'individu, c'était d'abord l'orgueil de la raison opposé à la sagesse de l'humanité, condensée dans la tradition. Cela va très loin, puisque selon Bonald prouver l'existence de Dieu, c'est détruire la Foi, la preuve s'appuyant sur cette raison individuelle dont le ressort est le doute, la foi sur le sentiment universel, le consentement à la tradition. Pour l'école théologique, il s'agit selon la juste remarque de Jean Lacroix de substituer partout l'évidence de l'autorité à l'autorité de l'évidence.

On ne s'étonne pas, dans ces conditions, que le traditionalisme ait été condamné par l'Eglise et que le premier concile du Vatican, en affirmant les droits de la raison, ait consommé sa défaite. Mais dans l'ordre politique, ce traditionalisme manifeste aussi gravement son ambiguïté. Contre le rationalisme, il a raison d'appeler à l'expérience historique. Contre une raison géométrique, il est juste de faire préva-

loir les sentiments qui nous lient à la famille, la patrie et la religion. Jusqu'à un certain point, celui à partir duquel la méfiance pour la raison confine à l'illuminisme et la peur de l'individu fait planer une menace telle que le totalitarisme apparaît la seule solution concevable.

Ces deux risques n'ont rien d'illusoire. L'histoire nous l'a montré. La postérité des grands traditionalistes, qui souvent n'est pas à leur niveau, tend à dégrader toujours plus leur idéothéologie (pour reprendre l'heureuse expression de Philippe Vimeux) en mystico-dinguisme. La peur d'une liberté anarchique fait périodiquement renaître la nostalgie d'une tyrannie théocratique, à moins que quelques généraux ou colonels ne soient reçus en envoyés du ciel. C'est alors la canonisation des pires aberrations. Tout est justifié : le cardinal-archevêque de Santiago peut fondre en larmes devant l'horrible spectacle du stade de sa ville transformé en camp de concentration. Qu'importe ! C'est à ce prix que l'on combat Satan...

LA LIBERTÉ, CETTE GRANDE ET TERRIBLE CHOSE

Je reviendrai sur l'idéothéologie traditionaliste. Pour le moment, je n'en retiens que son attitude face à la personne, sa raison et sa liberté. Le traditionalisme ne s'aperçoit pas que voulant conforter la Foi, il détruit ses conditions humaines d'épanouissement. « En faisant du doute, écrit Jean Lacroix, une simple oscillation de l'esprit entre des opinions contraires, en éliminant le doute volontaire qui est examen personnel et recherche d'évidence raisonnable, on détruit du même coup la croyance comme engagement libre de la personne. Le douter et le croire sont solidaires : en récusant le premier on récuse le second, ou on le dénature. Les traditionalismes eux-mêmes, en voulant supprimer le doute et sauver la croyance, ont réduit cette dernière à une sorte de fidéisme social, qui méconnaît toute foi authentique. » (2)

La foi est toujours d'une personne, elle implique adhésion, mouvement spontané de la liberté. Mais précisément, la personne est méconnue. C'est l'erreur irrémissible, erreur qui malgré les considérables différences qui le séparent de l'école théologique est également imputable à Auguste Comte. On sait que dans la classification positiviste des sciences, il n'est pas de place entre la sociologie et la morale pour la psychologie. nE d'autres termes pour l'anthropologie. L'homme n'est considéré qu'en tant que participant à l'existence sociale. Le positivisme échappe au naturalisme, fidèle à cette règle d'or que le supérieur ne peut jamais se ramener à l'inférieur. N'empêche qu'il manque la place de la personne, et ainsi, celle de la liberté dans ce beau système, et que l'on voit mal comment on échappera à la tyrannie politique.

Incontestablement, cette absence est significative d'une crainte commune avec les traditionalistes, d'un pessimisme janséniste pour une liberté individuelle que l'on ne conçoit que perpétuelle menace contre l'ordre. L'homme de droite incline souvent à la mélancolie. L'homme de gauche se grise d'optimisme révolutionnaire. Le résultat n'est beau ni d'un côté, ni de l'autre. On connaît le mot célèbre de Malraux dans *L'Espoir* : « Un homme actif et pessimiste à la fois, c'est ou ce sera un fasciste, sauf s'il a

une fidélité derrière lui. » Si l'on remplace pessimiste par optimiste, il suffira de remplacer fasciste par « totalitaire de type Saint-Just ». Et l'on en reviendra à Bernanos et sa juste invective contre l'imbécile joyeux et l'imbécile triste.

Car, face à l'homme-individu et à la personne, ni optimisme ni pessimisme ne conviennent. L'un et l'autre que ce soit peur ou folie aboutissent à un même écrasement de la personne : Santiago ou le Goulag.

LE RÔLE DU POLITIQUE

Auguste Comte, pourtant, n'est nullement totalitaire et son système ne recherche nullement l'écrasement des libertés. Un optimisme de caractère religieux l'en empêche, et c'est peut-être la fidélité dont parle Malraux. Mais la cité positiviste se révèle comme une utopie de type cléricale et théocratique. Jean Lacroix montre cela admirablement : « Sans doute ne peut-il ou du moins ne doit-il pas y avoir de tyrannie politique chez Comte : il a pris toutes précautions contre le danger technocratique, il a soumis le pouvoir temporel lui-même au pouvoir spirituel. Et en un sens c'est bien là sa grandeur... Mais c'est là aussi qu'est le péril. D'abord on peut se demander quelle sera l'efficacité d'une puissance spirituelle qui n'a d'autre moyen d'action contre une insubordination éventuelle du pouvoir temporel que le blâme. Mais si cette efficacité existe, si elle est totale, c'est que l'imprégnation du positivisme dans la société est telle que nul ne songe à échapper à son influence... On n'échappe à la tyrannie politique que pour tomber dans le despotisme spirituel. »

Pour d'autres, ce despotisme spirituel prendra la forme de la chrétienté. La réalité sera la même, un autoritarisme cléricale qui assumera la totale contrainte des consciences. Le christianisme dans son essence sera nié avec sa mystérieuse rencontre de la grâce et de la liberté. Le régime cléricale n'assurera que la jouissance sans limite de la volonté de puissance des clercs ou des colonels cléricaux, au détriment de la mission du clergé indispensable en son ordre à la cité (3).

C'est bien pourquoi il importe que le pouvoir politique tienne ferme à sa pleine indépendance par rapport au pouvoir spirituel. C'est la seule condition pour préserver les libertés. Sa mission consiste, en effet, avec ses moyens relatifs à créer les conditions de l'amitié et de la justice ; en d'autres termes la cohabitation des personnes et des libertés. Cette mission indique d'elle-même ses limites. Au service de la personne libre, elle ne peut employer la contrainte qu'en cas de péril pour la personne, sa dignité, sa liberté. Car cette liberté n'a pas seulement à consentir aux conditions de l'ordre. Elle est le principe vivant, créateur, inventif de la civilisation. C'est le trésor qu'il appartient au politique de sauver.

Gérard LECLERC

(1) Charles Maurras a toujours insisté sur la distinction entre individu et personne ; ce qui explique que contrairement à Comte, l'anthropologie soit au centre de sa sociologie.

(2) Cf. Jean Lacroix. La sociologie d'Auguste Comte. P.U.F.

(3) Nous y reviendrons.